

Brèves Matinales

Ce document est un condensé de la presse nationale et internationale, il ne reflète en aucun cas le point de vue du Centre Carter. La sélection d'articles présentée n'a pas vocation à être exhaustive.

Brèves Matinales de ce jeudi 22 septembre 2022

SOMMAIRE

- 100 jours déjà depuis l'occupation de Bunagana: Macron réussira-t-il là-où l'UA, l'EAC et la CIRGL marquent le pas ?
- Sama Lukonde à Bunia pour une nouvelle évaluation de l'état de siège
- 100 jours d'occupation de Bunagana : Denis Mukwege déplore l'indifférence de la communauté internationale
- L'église catholique reçoit 300 000 USD du gouvernement en faveur des projets socio-économiques
- L'ONU salue de jeunes acteurs du changement
- Sud-Kivu : viol d'une mineure de 14 ans par 3 hommes, AFEM réclame justice pour la victime
- ONU-RDC : tête à tête entre Denise Nyakeru Tshisekedi et Pramila Patten, représentante spéciale des Nations Unies sur les violences sexuelles en temps des conflits
- Vidiye Tshimanga placé sous mandat d'arrêt provisoire
- Nord-Kivu : 1 mort, 2 blessés dans un accrochage dans le parc des Virunga
- Insécurité en RDC : « La faiblesse du discours de Tshisekedi, c'est lorsqu'il dénonce le Rwanda et laisse l'Ouganda de l'autre côté », (Ferdinand Kambere)

- **DROITS HUMAINS**

100 jours d'occupation de Bunagana : Denis Mukwege déplore l'indifférence de la communauté internationale

Dans une publication faite sur son compte Twitter ce mercredi 21 septembre 2022, le docteur Denis Mukwege a déploré l'indifférence de la communauté internationale face à l'agression Rwandaise et l'occupation de Bunagana par les M23. Denis Mukwege déplore dans ce tweet

l'inaction du gouvernement congolais, 100 jours depuis l'occupation de Bunagana par les M23 et invite au respect du droit international. « 100 jours que Bunagana est occupée par M23 soutenu par Kigali. En cette journée de la Paix nous déplorons l'inaction du gouvernement congolais et l'indifférence de la communauté internationale face à une énième agression. Œuvrons ensemble pour le respect du droit international et pour l'instauration de la paix en RDC », a-t-il déclaré.

L'ONU salue de jeunes acteurs du changement

Mercredi, l'ONU a dévoilé la promotion 2022 des Jeunes leaders pour les objectifs de développement durable (ODD), saluant ainsi leurs efforts pour assurer un avenir plus juste pour les personnes et la planète. Tous les deux ans, le Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour la jeunesse sélectionne un groupe de jeunes acteurs du changement dont le leadership incarne la réalisation des ODD et les solutions aux problèmes mondiaux les plus urgents. Leur sélection résulte d'un appel à candidatures lancé cette année, qui a recueilli plus de 5.400 profils de jeunes leaders issus de plus de 190 pays. Depuis son lancement en 2016, l'initiative a touché des millions de jeunes à travers le monde. Les 17 Jeunes leaders pour les objectifs de développement durable, tous âgés de 17 à 29 ans, représentent un groupe divers et très accompli, engagé dans des activités apparentées à tous les piliers de l'ONU, dont le développement durable, les droits de l'homme, la paix et la sécurité. Parmi eux, on remarque une astronaute en herbe, une poète et un médaillé paralympique mais aussi des artistes, des entrepreneurs du climat et des innovateurs de l'éducation. « La promotion 2022 des Jeunes leaders pour les ODD représente un groupe de jeunes incroyablement diversifié, intersectionnel et inspirant qui reflète le meilleur de l'activisme et des revendications mondiales des jeunes, qu'il s'agisse de la remise en question du statu quo ou de leurs aspirations à un monde meilleur pour tous », a déclaré Jayathma Wickramanayake, l'Envoyée du Secrétaire général des Nations Unies pour la jeunesse.

- **DROITS DES FEMMES**

Sud-Kivu : viol d'une mineure de 14 ans par 3 hommes, AFEM réclame justice pour la victime

Une fillette de 14 ans habitant Irhambi-Katana dans le territoire de Kabare au Sud-Kivu a été violée par 3 hommes connus dans son village. L'association des Femmes des Médias " AFEM a fait savoir par voie de communiqué de presse qu'elle condamne cet acte. " L'AFEM condamne avec fermeté le viol commis sur une mineure de 14 ans par 3 hommes identifiés comme étant proches d'un bandit de grand chemin nommé Chance . Elle déplore cet acte ignoble qui constitue une violation grave des droits des femmes après le lancement par le gouvernement de la campagne tolérance zéro contre les violences sexuelles et la promulgation de la stratégie nationale de lutte contre les violences sexuelles". A Irhambi-Katana, la population a mis la main sur les bourreaux. Des organisations de défense des droits de l'homme et de la femme plaide pour un

procès équitable et exemplaire. " AFEM en appelle à la mobilisation de toutes les organisations de défense des droits humains pour la prise en charge holistique de la survivante. Toutefois, AFEM en appelle à L'implication des autorités politiques, judiciaires et policières afin que les bourreaux répondent de leurs actes devant les juridictions compétentes et exige un procès équitable qui servira des leçons afin de décourager ce fléau" .

ONU-RDC : tête à tête entre Denise Nyakeru Tshisekedi et Pramila Patten, représentante spéciale des Nations Unies sur les violences sexuelles en temps des conflits

Les deux personnalités ont axé les discussions sur la situation des victimes de violences sexuelles RDC. Madame Pramila Patten, a salué l'engagement de Denise Nyakeru Tshisekedi dans la lutte contre les violences sexuelles liés aux conflits. Un engagement qui se traduit entre autres par la création d'un fonds de réparation des victimes et aussi par l'élaboration et l'adoption de l'avant-projet de loi fixant les principes fondamentaux relatifs à la protection des victimes des violences sexuelles. " L'année dernière, j'étais en RDC pour le lancement du fonds de réparation. C'est une étape importante dans l'histoire de la RDC qui non seulement reconnaît l'ampleur des violences sexuelles dans le pays mais qui apporte son soutien aux victimes à travers les réparations. C'est un avant-projet qui sera un modèle pour l'Afrique" a dit Pramila Patten. La Représentante du secrétaire général des Nations unies affirme le soutien de son bureau à la Première Dame sur cette proposition de loi en faveur des victimes des violences sexuelles liées aux conflits et autres crimes grave en République Démocratique du Congo.

• SITUATION POLITIQUE

100 jours déjà depuis l'occupation de Bunagana: Macron réussira-t-il là- où l'UA, l'EAC et la CIRGL marquent le pas ?

Le ton ainsi que les mots employés par Félix Tshisekedi du haut de la tribune des Nations unies résonnent encore. Pour parvenir à la désescalade avec son voisin rwandais, le Chef de l'Etat congolais avait proposé cinq actions :

- Le retrait immédiat du M23 des localités occupées ;
- Le retour des déplacés congolais de ces localités à leurs domiciles et la cessation sans condition du soutien de l'armée rwandaise à ce groupe terroriste, la multiplication des pressions sur le Rwanda et le M23 ;
- L'appui à la poursuite du processus de paix de Nairobi, des discussions de Luanda RDC- Rwanda et le déploiement de la Force régionale de l'Afrique de l'Est
- Le soutien à la médiation assurée par le Président honoraire du Kenya, UHURU KENYATTA et le Président de l'Angola JOÃO LOURENÇO;

- La levée pure et simple de toutes les mesures restrictives de l'acquisition des équipements militaires, quelle qu'en soit la forme édictée par le Conseil de sécurité de l'ONU.

L'on se rappellera l'espoir suscité par le processus de Luanda avec notamment la tenue le 6 juillet de la grande commission mixte RDC-Rwanda dans la capitale angolaise. Kinshasa et Kigali s'étaient engagés à contribuer à la normalisation des relations entre les deux camps en encourageant la désescalade. Cependant, dès le lendemain, le M23 avait rejeté la décision de cessez-le-feu annoncée par la médiation angolaise et s'était dit pas concerné. C'est ainsi que les combats avaient repris sur le terrain dès le jour suivant. Et contrairement aux prescrits de la feuille de route signée à Luanda, le M23 ne s'est toujours pas retiré des zones récemment conquises.

Vidiye Tshimanga placé sous mandat d'arrêt provisoire

L'état se resserre autour de Vidiye Tshimanga, l'ex-conseiller du Chef de l'Etat. Auditionné au parquet général près la Cour d'Appel de Kinshasa-Gombe depuis 11 heures de ce mercredi 21 septembre pour des faits constitutifs de prévention de corruption présumée, Vidiye Tshimanga, ancien conseiller stratégique du président de la République Félix Tshisekedi vient d'être placé sous mandat d'arrêt provisoire, apprend POLITICO.CD de sources judiciaires. Éclaboussé dans une affaire de corruption et trafic d'influence dans l'acquisition des licences minières pour les investisseurs en échange d'une participation dans une coentreprise, le désormais ex-conseiller de Tshisekedi avait rendu rendu le tablier afin d'avoir toute la liberté de dénoncer et lever le voile sur les commanditaires de ce qu'il qualifie de « machination » et ainsi démontrer, preuves à l'appui, les manipulations et détournements de ses propos. Il avait évoqué aussi une voie d'éthique face au scandale le concernant.

Sama Lukonde à Bunia pour une nouvelle évaluation de l'état de siège

Le Premier Ministre, Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge est arrivé ce mercredi 21 septembre 2022 à Bunia chef-lieu de la province de l'Ituri. Il s'agit de la troisième tournée du Premier ministre dans ce coin du pays pour évaluer les acquis et les défis sécuritaires dans cette province sous état de siège. Aussitôt arrivé à Bunia, chef-lieu de la province d'Ituri, le Premier Ministre, Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge, a présidé la réunion du conseil de sécurité provincial élargi aux autres services, avec au menu les questions sécuritaires de cette province en état de siège.

RDC : L'église catholique reçoit 300 000 USD du gouvernement en faveur des projets socio-économiques

Le Secrétaire général de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO), Monseigneur Donatien Nshole a annoncé mardi 20 septembre que le gouvernement a versé 300.000 dollars américains aux diocèses catholiques, comme acompte à la mise en œuvre des projets socio-économiques à réaliser en faveur des communautés locales. Le décaissement de ce fonds par le gouvernement congolais s'inscrit dans le cadre d'un accord-cadre signé entre Kinshasa et le Saint Siège, en termes des subsides aux diocèses pour la réalisation des projets socio-économiques à impact visible en faveur des populations locales, sur une période d'une

année. Selon le secrétaire général de la CENCO, cette somme est l'acompte de l'enveloppe globale est d'un million à octroyer aux 48 diocèses catholiques de la RDC. « Cet argent n'a rien à avoir avec le programme de 145 territoires ni un don fait aux diocèses », a précisé Mgr Nshole cité par la Radio Okapi.

- **SECURITE**

Nord-Kivu : 1 mort, 2 blessés dans un accrochage dans le parc des Virunga

Une personne a été tuée et deux autres blessées mercredi lors de l'attaque d'une patrouille d'écogardes par "une foule d'envahisseurs" dans le parc national des Virunga, dans l'est de la RD Congo, a annoncé l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN). Les gardes, en patrouille dans le nord du parc, à Kasindi/Lubiliha, près de la frontière ougandaise, "se sont fait brutalement attaquer à la machette (...) par une foule d'envahisseurs porteurs d'armes blanches", a indiqué l'ICCN dans un communiqué. "Le chef d'équipe a été grièvement blessé et son arme lui a été ravie", précise le texte. Les autres gardes ont récupéré l'arme et, "dans ces circonstances de légitime défense, deux personnes ont malheureusement été touchées, dont l'une a succombé à ses blessures", ajoute-t-il. Dans son communiqué, l'ICCN dit condamner "les attaques récurrentes sur son personnel dans cette zone", en appelant "la justice à faire toute la lumière sur cet événement" et "la population à l'apaisement et au dialogue".

Insécurité en RDC : « La faiblesse du discours de Tshisekedi, c'est lorsqu'il dénonce le Rwanda et laisse l'Ouganda de l'autre côté », (Ferdinand Kambere)

Dans une interview accordée à Actu30.cd le mercredi 21 septembre 2022, le secrétaire permanent adjoint du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), Ferdinand Kambere, a fustigé le fait que le président de la République, Félix Tshisekedi, ait dénoncé, dans son discours à la 7ème assemblée générale de l'ONU, le Rwanda seul et non l'Ouganda comme auteurs de l'insécurité qui persiste dans l'Est de la RD Congo. « C'est vrai qu'il a démontré aussi que le soutien du FDLR ne doit pas rester un alibi éternel pour agresser notre pays. Mais la faiblesse de ce discours, c'est lorsqu'il dénonce le Rwanda et laisse l'Ouganda de l'autre côté. Et entre-temps, le président fait un discours pour fustiger le Rwanda, en même temps, le gouvernement est en train de signer des accords à Nairobi pour qu'une force régionale vienne en appui », a-t-il déclaré. D'après ce cadre du parti politique de l'ancien président, Joseph Kabila, les Congolais ne souhaitent pas voir leur sécurité sous traitée.

Équipe de la Maison des Droits de l'Homme du Centre Carter Pour nous contacter directement
infomdhcongo@cartercenter.org

<https://vlfcongo.org/>

www.cartercenter.org

(+243) 81 709 83 29 372, Av. Colonel Mondjiba, Concession Immotex Bâtiment 9B C/ Ngaliema, Kinshasa

République Démocratique du Congo